



Webjournalisme: ma source s'appelle 72.678.456.393

Trois milliards d'internautes dans le monde. Autant de collaborateurs potentiels pour les journalistes d'investigation. Par Twitter, Facebook, Skype ou Wikileaks, le Net est devenu incontournable pour mener une enquête. Mais avec des sources anonymes et virtuelles, le journaliste doit repenser ses méthodes.



Pour le site Enqueteouverte.info, le crowdsourcing est la règle. Des journalistes professionnels lancent un thème d'enquête (la première, de Tatiana Kalouguine, abordait *les dessous des résidences de tourisme*) qu'ils rendent publique, afin, non seulement, de la financer, mais aussi d'obtenir des témoignages et des documents "citoyens". Pour Sylvain Lapoix, qui traite actuellement *la question des décharges*, "un bon sujet pour *Enquête Ouverte*, c'est un sujet décentralisé, porté par une mobilisation citoyenne, et qui est d'intérêt général". Ou quand le journalisme cherche à toucher le plus grand monde.



Si ces initiatives bourgeonnent, c'est que le journalisme d'investigation en ligne n'en est encore qu'au printemps de son existence. Le phénomène ne concerne pas que l'Hexagone. Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et même en Inde, les projets existent depuis longtemps: Themarshallproject.org, Ipaidabribe.com, Helpmeininvestigate.com... Ces sites ont tous le même objectif: faire du citoyen partie prenante d'une enquête.

"La collecte des informations est un métier"

Avec l'avènement d'Internet est né le fantasme du "tous journalistes". Sylvain Lapoix reconnaît :

"La démocratisation incroyable des outils a donné l'impression que tout le monde pouvait faire du journalisme."

Mais ce métier ne se résume pas à observer et diffuser. Il faut aussi analyser et hiérarchiser les différentes informations collectées. *"La logique d'Enquête ouverte replace le journaliste dans cette position de professionnel. La collecte d'information est un métier"*, assure Sylvain Lapoix. Tout en le libérant d'une forme de dépendance vis-à-vis des experts. Pour leur enquête sur les décharges publiques, Sylvain Lapoix et Anne de Malleray ont commencé à travailler à partir des témoignages récoltés sur le site pour ensuite établir des recoupements. *"En démarrant notre enquête de façon plus traditionnelle, on aurait d'abord sollicité des experts reconnus et institutionnalisés, qui ont déjà leur avis sur la question, puis on aurait confronté ces avis au terrain en récoltant les témoignages des personnes directement concernées"*, décrit l'enquêteur, passé par Owni.fr et Marianne.

"Avec Enquête ouverte, notre démarche est totalement inverse, on part de la base pour remonter."

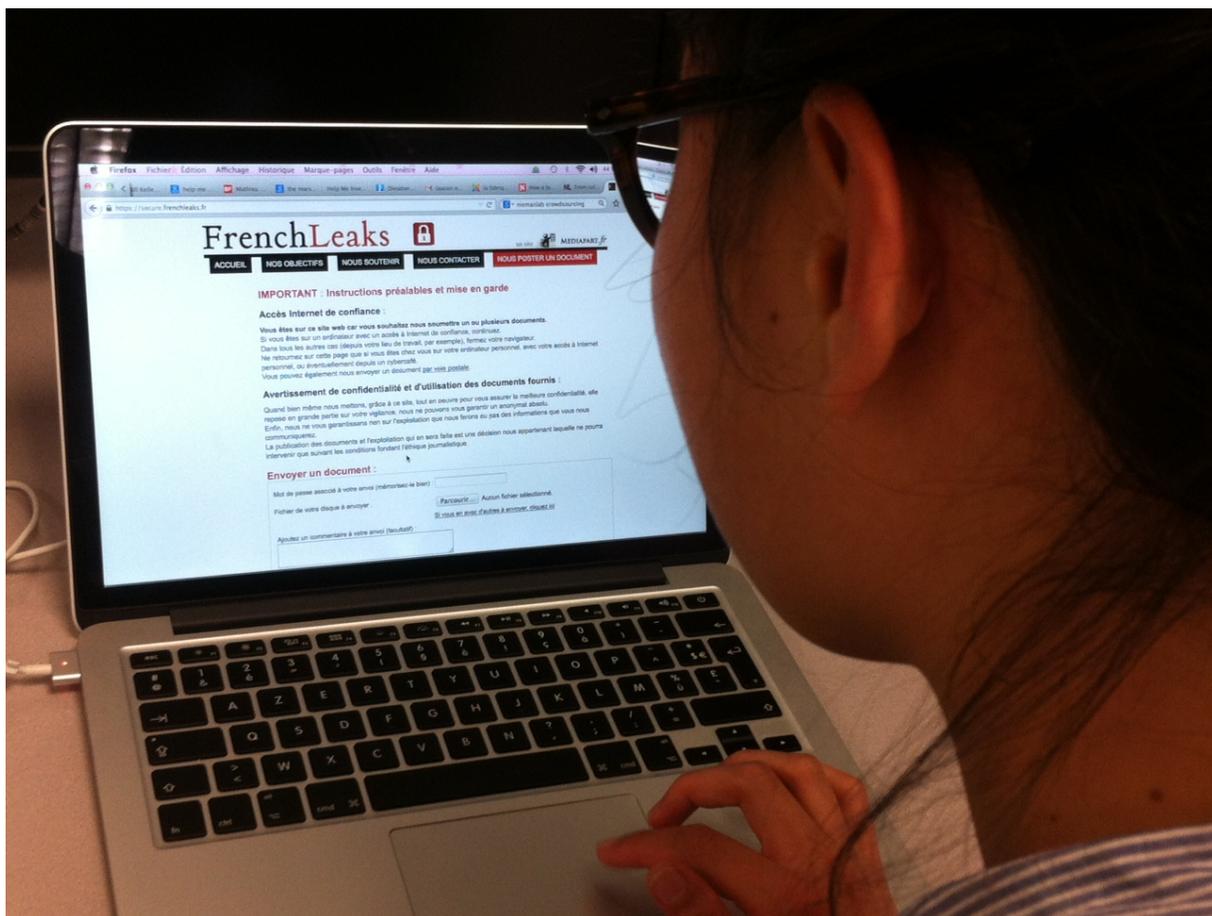
Internet permet aussi une collaboration à grande échelle entre journalistes d'investigation. Marc Vanesse, ancien de la RTBF et du quotidien *Le Soir*, enseigne aujourd'hui le journalisme d'investigation à l'Université de Liège. Il fait remarquer qu'*"une enquête comme Offshore Leaks n'aurait jamais pu voir le jour sans internet. Non seulement parce qu'il a permis la libération des données, mais parce que les journalistes réunis dans l'International Consortium of Investigative Journalists n'auraient pu collaborer et traiter cette immense base de données sans internet"*.

Garantir la sécurité des sources

Réaffirmer son rôle de professionnel, renouveler la façon d'enquêter, favoriser la collaboration entre journalistes à l'échelle internationale. Internet permet donc au journaliste d'investigation de renouveler sa manière de travailler, *"mais le vrai changement concerne les sources"*, affirme

Christophe Gueugneau, journaliste à Médiapart responsable Frenchleaks. Inspiré de Wikileaks et créé en 2011, cette plate-forme permet aux internautes de transmettre aux journalistes de Médiapart des documents et des informations de façon totalement anonyme. Cet ancien rédacteur en chef du nouvelobs.fr explique que :

"Grâce à internet, les journalistes sont devenus beaucoup plus accessibles. Les citoyens peuvent facilement et rapidement les contacter pour leur communiquer telle ou telle information."



Qui dit échanges virtuels, dit aussi renforcement de la sécurité pour protéger le secret des sources. Car sur le web, où n'importe quels échanges, recherches ou connexions sont enregistrés, il faut prendre garde à laisser le moins de traces possible et éviter que les hackers potentiels n'accèdent aux informations transmises ou ne remontent aux sources. Un danger dont les informateurs d'*Enquête ouverte* ont bien conscience. Sylvain Lapoix se souvient qu'*"il y a un mois, au début de l'enquête sur les décharges publiques, les utilisateurs demandaient à ce qu'on ne communique que par*

des réseaux sécurisés".

À *Frenchleaks* comme à *Enquête ouverte*, l'utilisation de Tor est donc un passage obligé. Ce réseau informatique, qui a tout de même ses failles, permet de garantir l'anonymat des internautes en cachant leur adresse IP. Sauf que tout le monde ne connaît pas forcément les trucs et astuces pour conserver le secret de ses incursions sur le web. Pour Sylvain Lapoix, le journaliste doit donc faire œuvre de pédagogie :

"Il faut tenir compte du niveau d'éducation de la source. Lui expliquer que les réseaux sociaux comme Twitter ou Facebook sont des vraies passoires et qu'il faut éviter de s'en servir pour échanger ou transmettre des documents."

Avec internet, maîtriser les outils informatiques est donc un gage de confiance entre le journaliste et ses informateurs.

Vers la perte du contact humain ?

Mais cette confiance passe aussi par l'authenticité de la source. Pour Sylvain Lapoix, *"on doit se demander quel est l'intérêt de notre interlocuteur à délivrer l'information"*. C'est là qu'Internet s'avère un peu retors. Sur le web, tout est plus accessible, plus rapidement. Mais le nombre d'informations fausses est également en hausse, et la vérification de l'authenticité d'un document peut s'avérer difficile.

"Le travail de vérification ne change pas, assure Marc Vanesse. Il y a toutefois une accélération. Avec Internet, il y a plus de travail à faire, parce qu'il y a plus de sources. Il faut apprendre à traiter la masse de données".

Comme avec un carnet d'adresses "normal", le journaliste doit arriver à déterminer rapidement en quel internaute il peut avoir confiance.

Ce qui peut s'avérer difficile quand on ne rencontre plus ces sources physiquement, mais que le contact s'établit par ordinateurs interposés. Pour Marc Vanesse, *"il y a toujours intérêt à rencontrer les gens physiquement. On sent mieux les gens en vrai. L'essentiel de la communication est non verbale"*. C'est pourquoi le professeur se refuse de réaliser des interviews par mail et encourage ses étudiants à aller "sur le terrain".

L'investigation hors les murs

"Le terrain". La base du journalisme d'investigation. Qui tend à s'éloigner de plus en plus. Encore une fois, la vélocité d'Internet joue des tours aux journalistes.

"Le journaliste n'a plus le temps de rencontrer ses sources, s'alarme Camille Descamps, chercheuse à l'Université Catholique de Louvain. En Belgique, j'ai rencontré des reporters de télévision : ils avaient à peine deux mois pour boucler leur enquête."

Le temps et la rigueur sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Combien d'enquêtes se font désormais depuis un bureau ? Le sociologue Jean-Marie Charon, cité par Aurore Gorius dans *Les Nouvelles Voies du Journalisme d'Enquête*, s'en inquiète :

"Tout se passe comme si l'enquête, qui nécessite du temps et du reportage, tendait à être sous-traitée à l'extérieur des rédactions."

Sylvain Lapoix abonde dans ce sens : *"Une initiative participative comme Enquête Ouverte n'est possible qu'en dehors des contraintes rédactionnelles habituelles."* Surtout que de plus en plus de rédactions poussent à être actifs sur les réseaux sociaux. *"Pour faire vendre, estime Camille Descamps. Si on fait de l'investigation pour ne pas être lu, cela ne sert à rien. C'est pareil à la télévision. En Belgique, l'émission "Devoir d'Enquête", de la RTBF, attire les critiques en privilégiant les sujets un peu sexy, à la limite du voyeurisme, pour faire de l'audimat. On pourrait attendre*

autre chose de la part d'une chaîne publique."

En un mot, les indépendants ont du temps, mais peu d'argent. Les rédactions disposent – encore un peu – de financements, mais travaillent dans l'urgence. Dans cet entre-deux, ce brouillard où tout est possible mais rien n'est certain, rien de tel qu'un retour aux méthodes de travail habituelles pour y voir plus clair. Et c'est Marc Vanesse qui synthétise le mieux la situation :

"Pour faire court, Internet est beaucoup plus compliqué à gérer que les méthodes traditionnelles, mais les principes de base restent les mêmes. Et le terrain a toujours raison."

Crowdsourcing, késako ?

Littéralement, le crowdsourcing, c'est l'"approvisionnement par la foule". Un terme inventé en 2006 par Jeff Howe et Mark Robinson, rédacteurs à *Wired Magazine*, dans un article intitulé *The rise of crowdsourcing*.

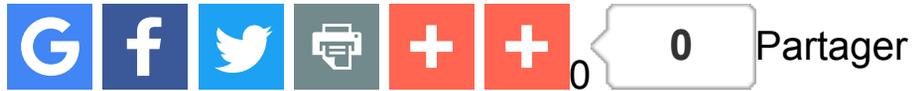
Faire appel aux compétences et aux connaissances d'une communauté d'amateurs pour réaliser des tâches, élaborer un projet, résoudre des problèmes, voilà l'utilité du crowdsourcing dont se servent aussi bien les entreprises que la NASA.

Du côté du journalisme, cette pratique consiste à demander aux internautes de se manifester s'ils disposent d'informations et/ou de documents sur tel ou tel sujet. Ce que font des sites comme *Enqueteouverte.info* et *rue89.fr*. *Owni.fr*, le pionnier du crowdsourcing en France a lancé en 2010 le projet *Géocalisons les bureaux de vote*.

Chez les Anglo-saxons, le crowdsourcing est utilisé par des sites d'investigation comme *helpmeinvestigate.com* et a permis au *Guardian* de révéler l'affaire des notes de frais des ministres britanniques. Et de l'autre

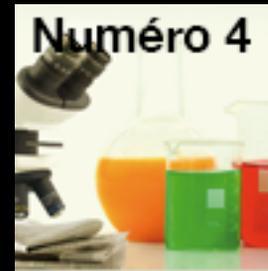
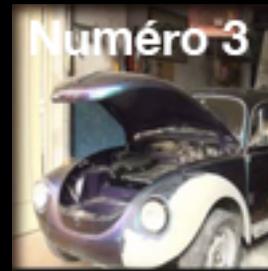
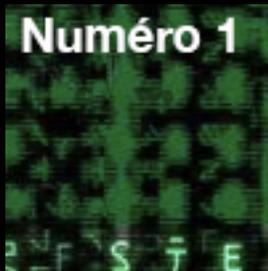
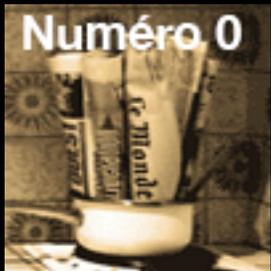
côté de l'Atlantique cette nouvelle façon d'enquêter se développe aussi, avec des projets comme the Marshall project et Propublica.

Fanny Laison et Lucas Desseigne



✓ < Précédent

✓ Suivant >



Sites sur les médias

Contact